

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MARDI 29 MARS 2011

DINSDAG 29 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 12 h 15 par M. Hans Bonte, président.

01 Question de M. Hans Bonte au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les chiffres alarmants de la pauvreté chez les enfants" (n° 3423)

01.01 Hans Bonte (sp.a): Le baromètre de la pauvreté en Flandre présente, sur une période de 12 ans, deux fois plus d'enfants vivant dans la pauvreté.

Ces chiffres existent-ils également au niveau fédéral? Au cours des dernières années, des mesures ont-elles été prises pour réduire la pauvreté infantile? Des mesures ont-elles été prises depuis que le gouvernement est en affaires courantes?

01.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le baromètre flamand de la pauvreté est basé sur les naissances dans les familles défavorisées, enregistrées par *Kind & Gezin*. À l'échelon fédéral, nous nous basons sur l'enquête européenne SILC, *Statistics on Income and Living Conditions*. Le pourcentage de personnes de moins de 18 ans dont le revenu est inférieur au seuil de risque de pauvreté est passé de 18,1 % en 2005 à 16,6 % en 2009. Par ailleurs, la Belgique enregistre de meilleurs résultats que la moyenne européenne de 19,9 % en 2009.

Il faut s'inquiéter de ces chiffres élevés dans un pays riche comme la Belgique. La lutte contre la pauvreté des enfants est dès lors l'une de mes priorités politiques et un budget supplémentaire de 4,2 millions d'euros a été prévu en 2010 pour favoriser la participation socioculturelle des clients de CPAS. Cette subvention figure également dans le budget 2011.

01.03 Hans Bonte (sp.a): C'est tout à l'honneur du secrétaire d'État de vouloir prendre des mesures en la matière.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le manque imminent de places d'accueil" (n° 3607)

- Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'état de la situation en matière d'accueil de demandeurs d'asile" (n° 3649)

02.01 Nahima Lanjri (CD&V): Nous assistons actuellement à une nouvelle crise de l'accueil. Les centres se remplissent à nouveau et les demandes d'asile, en grande partie introduites par des ressortissants d'États

balkaniques, s'inscrivent de nouveau en hausse. La crise nord-africaine nous porte à croire que de nombreuses demandes émaneront sous peu également de ressortissants de ces pays.

Qu'en est-il du démantèlement progressif du système de l'accueil à l'hôtel? Des chambres d'hôtel sont-elles encore occupées à cet effet? Combien de places sont occupées dans le cadre de l'accueil d'urgence? Les demandeurs d'asile sont-ils transférés après quelques jours, comme prévu, vers les centres de Fedasil ou vers les ILA? Combien de CPAS ont déjà remis une offre de création d'ILA? Combien de places ont ainsi été créées?

Observe-t-on réellement une augmentation du nombre de demandes d'asile? Combien de personnes résident encore dans les centres alors même qu'elles ont déjà obtenu une autorisation de séjour ou qu'elles ont été déboutées?

Quelles mesures le secrétaire d'État va-t-il prendre pour remédier à cette crise?

02.02 Sarah Smeyers (N-VA): Nous risquons de nouveau de manquer de places d'accueil en raison d'un afflux constant de réfugiés.

Quelles mesures le gouvernement compte-t-il prendre pour pouvoir faire face à cette nouvelle crise dans le domaine de l'accueil? Quelle attitude Fedasil adoptera-t-il lui-même vis-à-vis de ce manque de places d'accueil? Quand sera-t-il mis fin complètement à l'hébergement de réfugiés à l'hôtel? De quelle nationalité sont les demandeurs d'asile qui séjournent à l'hôtel? Combien de mineurs d'âge sont-ils hébergés dans des chambres d'hôtel?

02.03 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le 25 mars 2011, le nombre de personnes hébergées à l'hôtel était descendu à 397 dont 159 mineurs non accompagnés. Le démantèlement de cet hébergement à l'hôtel se poursuit. Pour ce qui est de l'accueil des mineurs d'âge, des solutions structurelles sont recherchées dans le but d'accroître la capacité. Le délai de transit de dix semaines a été de manière générale respecté, hormis pour quelques hommes isolés et les familles nombreuses.

Les CPAS ont déjà ouvert 344 nouvelles places d'accueil. 564 nouvelles demandes ont été introduites et 544 places ont déjà été approuvées par Fedasil. Sitôt que des places d'accueil sont mises à disposition, le service de dispatching de Fedasil entame une procédure de transfert.

En janvier 2011, le flux entrant a été supérieur au flux sortant. L'excédent a été de 142 personnes. En février, cet excédent s'élevait déjà à 559 personnes.

L'accueil est uniquement offert dans les délais légaux. Environ 594 personnes munies d'une autorisation de séjour bénéficient actuellement de l'accueil. Elles disposent d'un délai de deux mois pour quitter cet accueil. Le droit à une aide matérielle a été temporairement prolongé pour 814 personnes déboutées. 392 personnes déboutées bénéficient de l'accueil en attendant que leur soit signifié un ordre de quitter le territoire ou un départ par retour volontaire, ou jusqu'à l'échéance du délai légal.

En raison de l'afflux persistant de demandeurs d'asile, l'accueil risque de se retrouver à nouveau saturé. Nous ne pouvons continuer à créer des places supplémentaires. En particulier, la procédure doit être améliorée et accélérée. Compte tenu de la capacité actuelle et au rythme élevé qui caractérise actuellement le flux entrant, chacun ne pourra se voir offrir une place d'accueil que si la procédure ne dépasse pas 6,5 mois. Cette durée est largement en deçà de la moyenne actuelle.

02.04 Nahima Lanjri (CD&V): Quelle est actuellement la durée moyenne de la procédure?

Le fait que 159 mineurs non accompagnés soient encore hébergés à l'hôtel me préoccupe. Ces jeunes ont besoin d'un accompagnement et d'une protection, et ils doivent avoir la priorité sur les familles et les isolés.

02.05 Sarah Smeyers (N-VA): L'hébergement dans les hôtels devrait être supprimé entre-temps. Les mineurs d'âge, surtout, n'y ont pas leur place. Un délai d'attente de dix semaines est très long pour eux.

La procédure d'asile doit effectivement être écourtée. Lorsqu'il parle de 6,5 mois, le secrétaire d'État songe-t-il à la première instance, sans appel, ou à l'ensemble de la procédure?

02.06 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Actuellement, la procédure globale dure quinze à seize mois.

02.07 Nahima Lanjri (CD&V): Ce n'est pas réaliste.

02.08 Sarah Smeyers (N-VA): Si c'est possible aux Pays-Bas, ce doit être faisable. Comment faire?

02.09 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): En donnant plus de collaborateurs au secrétaire d'État, M. Wathelet.

02.10 Sarah Smeyers (N-VA): Encore plus de personnel? Dans ce cas, l'accent sera mis sur le flux alors qu'il convient d'agir sur les trois aspects, y compris la politique de retour.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "des patrouilles supplémentaires dans les alentours du centre d'asile de Weelde" (n° 3603)

03.01 Sarah Smeyers (N-VA): La police organiserait des patrouilles préventives supplémentaires dans le quartier du nouveau centre d'asile de Weelde. Depuis lors, trois occupants du centre d'asile ont déjà été interceptés pour vols à l'étalage. Un occupant du centre d'asile d'Arendonk a par ailleurs été pris en flagrant délit d'effraction.

Ces demandeurs d'asile ont-ils déjà été en contact avec la police précédemment? Le centre d'asile en a-t-il été informé et en a-t-on tenu compte? Pourquoi a-t-on décidé d'effectuer des patrouilles supplémentaires? Des plaintes des riverains ont-elles été enregistrées ou des demandeurs d'asile ont-ils déjà été interceptés pour des faits criminels? Les patrouilles sont-elles provisoires ou permanentes? A-t-on l'intention d'élargir cette initiative à d'autres structures d'accueil?

03.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il va de soi que les demandeurs d'asile doivent respecter la législation. Les centres suivent cette problématique en collaboration avec la police. Les listes d'occupation sont systématiquement transmises à la police qui contrôle si les occupants ont commis des infractions.

L'organisation de patrouilles préventives à Weelde avait été convenue entre la police locale et le centre d'asile avant que le premier demandeur d'asile n'arrive au centre. Les patrouilles se poursuivront. À Weelde, une infraction impliquant trois demandeurs d'asile avait en effet été constatée.

03.03 Sarah Smeyers (N-VA): L'organisation de patrouilles préventives est judicieuse. L'adhésion à la création de nouveaux centres d'asile est faible et nous devons dès lors absolument éviter que la population porte un regard plus négatif encore sur la politique d'asile. J'espère que ces patrouilles seront organisées à l'avenir à proximité de tous les centres.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la condamnation du CPAS de Bruxelles" (n° 3604)

04.01 Sarah Smeyers (N-VA): Il y a quelque temps, le CPAS de Bruxelles a été condamné à payer 6 000 euros à un demandeur d'asile pour ne pas lui avoir offert de place d'accueil. Les demandeurs d'asile qui n'ont pas obtenu de place lors de la dernière crise de l'accueil ont été très nombreux à s'adresser au CPAS bruxellois pour se loger.

Des procès sont-ils intentés par les demandeurs d'asile contre des CPAS dans d'autres grandes villes? Quels sont les montants en jeu? Le CPAS de Bruxelles doit-il payer ces astreintes sur ses fonds propres ou des moyens supplémentaires sont-ils dégagés à cet effet?

04.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le CPAS de Bruxelles était compétent en la matière étant donné que la personne qui ne peut déclarer de domicile lors d'une demande d'asile est inscrite administrativement à l'adresse de l'Office des Étrangers ou du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, tous deux établis à Bruxelles. Je n'ai pas connaissance de procédures comparables impliquant l'État belge dans d'autres villes. La loi ayant été modifiée, l'inscription administrative n'est plus prise en considération lors de la détermination du CPAS compétent. Le CPAS décide dès lors en toute autonomie de la manière dont les astreintes sont payées.

04.03 Sarah Smeyers (N-VA): Le CPAS de Bruxelles ne peut dès lors plus faire l'objet d'une condamnation depuis cette modification de la loi?

04.04 Collaborateur du secrétaire d'État (*en néerlandais*): C'est toujours possible. L'inscription n'est en elle-même plus un facteur déterminant pour la désignation de la compétence. Si néanmoins quelqu'un arrive à Bruxelles avec cette adresse, Bruxelles peut toujours refuser et le demandeur d'asile peut toujours aller en appel. Cette possibilité existe aujourd'hui dans 589 CPAS alors qu'auparavant, elle n'existait qu'à Bruxelles.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 12 h 44.

De behandeling van de vragen vangt aan om 12.15 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 Vraag van de heer Hans Bonte aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de alarmerende armoedecijfers bij kinderen" (nr. 3423)

01.01 Hans Bonte (sp.a): De armoedebaarometer in Vlaanderen toont in 12 jaar tijd een verdubbeling van het aantal kinderen dat in armoede leeft.

Bestaan die cijfers ook op het federale niveau? Werden de voorbije jaren maatregelen genomen om de kinderarmoede terug te dringen? Worden in de periode van lopende zaken maatregelen genomen?

01.02 Staatssecretaris Philippe Courard (*Nederlands*): De Vlaamse armoedebaarometer baseert zich op de geboorten in kansarme gezinnen, geregistreerd door Kind & Gezin. Op federaal niveau baseren wij ons op de Europese enquête SILC, *Statistics on Income and Living Conditions*. Het percentage van personen jonger dan 18 jaar met een inkomen onder de armoederisicodrempel is gedaald van 18,1 in 2005 tot 16,6 procent in 2009. Bovendien scoort België beter dan het Europese gemiddelde van 19,9 procent in 2009.

Deze cijfers zijn alarmerend hoog in een rijk land als België. Daarom is de strijd tegen armoede bij kinderen een van mijn politieke prioriteiten en werd in 2010 in een bijkomend budget van 4,2 miljoen euro voorzien ter bevordering van de socio-culturele participatie van OCMW-cliënten. Deze toelage wordt ook in de begroting 2011 opgenomen.

01.03 Hans Bonte (sp.a): Het siert de staatssecretaris dat hij hieraan iets wil verhelpen.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het nakend tekort aan opvangplaatsen" (nr. 3607)
- mevrouw Nahima Lanjri aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en

Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de stand van zaken in de opvang van asielzoekers" (nr. 3649)

02.01 Nahima Lanjri (CD&V): De opvangcrisis duikt weer op. De centra lopen weer vol, de asielaanvragen stijgen weer, veelal uit de Balkan. De crisis in Noord-Afrika doet vermoeden dat er binnenkort ook van daar veel aanvragen zullen komen.

Hoe zit het met de afbouw van de hotelopvang? Verblijven er nog mensen in hotels? Hoeveel plaatsen zijn er bezet in de noodopvang? Stromen de asielzoekers, zoals vooropgesteld, na enkele dagen door naar de centra van Fedasil of de LOI's? Hoeveel OCMW's hebben vandaag al een aanbod gedaan voor de creatie van een LOI? Hoeveel plaatsen zijn er ondertussen al bij gecreëerd?

Is er inderdaad een stijging van het aantal asielaanvragen? Hoeveel mensen verblijven momenteel nog in de centra, terwijl zij al een verblijfsvergunning hebben gekregen of zijn uitgeprocedeerd?

Welke maatregelen zal de staatssecretaris nog nemen om de crisis op te vangen?

02.02 Sarah Smeyers (N-VA): Door de aanhoudende stroom vluchtelingen dreigt er alweer een tekort aan opvangplaatsen.

Wat zal de regering doen om de nieuwe opvangcrisis het hoofd te bieden? Hoe zal Fedasil zelf met het tekort aan opvangplaatsen omgaan? Wanneer zal de volledige hotelopvang zijn afgebouwd? Wat is de nationaliteit van de asielzoekers die in hotels verblijven? Hoeveel minderjarigen zitten op hotel?

02.03 Staatssecretaris Philippe Courard (*Nederlands*): Het aantal personen dat in hotels wordt opgevangen, was op 25 maart 2011 gedaald tot 397, waarvan 159 niet-begeleide minderjarigen. Deze opvang wordt voort afgebouwd. Voor de opvang van de minderjarigen wordt gezocht naar structurele oplossingen om de capaciteit te verhogen. De doorstroomtijd van tien weken werd meestal gehaald, behalve voor enkele alleenstaande mannen en grote families.

De OCMW's openen al 344 nieuwe opvangplaatsen. Er werden 564 nieuwe aanvragen ingediend en er werden reeds 544 plaatsen goedgekeurd door Fedasil. Zodra er opvangplaatsen ter beschikking worden gesteld, start de dispatching van Fedasil een transferprocedure.

In januari 2011 bedroeg de instroom 142 personen meer dan de uitstroom. In februari lag dat al op 559 personen.

De opvang wordt enkel aangeboden binnen de wettelijke termijnen. Er worden ongeveer 594 personen met een verblijfsvergunning opgevangen, zij hebben twee maanden de tijd om de opvang te verlaten. Van 814 uitgeprocedeerden werd het recht op materiële hulp tijdelijk verlengd. Er worden 392 uitgeprocedeerden opgevangen in afwachting van de betekening van het bevel om het grondgebied te verlaten, van een vertrek via vrijwillige terugkeer of tot de afloop van de termijn.

Door de aanhoudende grote instroom van asielzoekers zal het opvangnet opnieuw verzadigd raken. We kunnen geen extra plaatsen blijven creëren. Vooral de procedure moet sneller en beter worden. Met de huidige capaciteit en tegen het huidige hoge instroomtempo is het enkel mogelijk om iedereen een opvangplaats te geven als de asielprocedure niet langer dan 6,5 maand duurt. Dat is ver onder de huidige duurtijd.

02.04 Nahima Lanjri (CD&V): Hoe lang duurt de gemiddelde procedure nu?

Het verontrust mij dat er nog 159 niet-begeleide minderjarigen op hotel zitten. Deze jongeren hebben

begeleiding en bescherming nodig en moeten voorrang krijgen op gezinnen en alleenstaanden.

02.05 Sarah Smeyers (N-VA): De hotelopvang zou onderhand afgebouwd moeten zijn. Vooral minderjarigen horen er inderdaad niet thuis. Voor hen is een doorstroomtijd van tien weken erg lang.

De asielpcedure moet inderdaad korter worden. Als de staatssecretaris spreekt over 6,5 maanden, bedoelt hij dan de eerste aanleg, zonder beroep, of de procedure in haar geheel?

02.06 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): In haar geheel duurt de procedure nu vijftien tot zestien maanden.

02.07 Nahima Lanjri (CD&V): Dat is niet realistisch.

02.08 Sarah Smeyers (N-VA): In Nederland kan het, het moet dus haalbaar zijn. Hoe kan dat worden gerealiseerd?

02.09 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Met meer medewerkers voor staatssecretaris Wathelet.

02.10 Sarah Smeyers (N-VA): Nog meer personeel? Dan wordt er weer vooral op de doorstroming gefocust, terwijl er aan alle drie de aspecten moet worden gewerkt, waaronder ook het terugkeerbeleid.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "extra patrouilles rond het asielcentrum in Weelde" (nr. 3603)

03.01 Sarah Smeyers (N-VA): De politie zou extra preventieve patrouilles organiseren in de buurt van het nieuwe asielcentrum in Weelde. Sindsdien werden er al drie bewoners van het asielcentrum opgepakt voor winkeldiefstal. Ook een bewoner van het asielcentrum van Arendonk werd betrapt op een inbraak.

Kwamen deze asielzoekers al eerder in aanraking met de politie? Was het asielcentrum daarvan op de hoogte en werd daar rekening mee gehouden? Waarom werd er beslist om extra patrouilles uit te voeren? Waren er klachten van de buurtbewoners of werden er al eerder asielzoekers betrapt op criminele feiten? Zijn de patrouilles tijdelijk of permanent? Zijn er plannen om dit uit te breiden naar andere opvangstructuren?

03.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Uiteraard moeten asielzoekers de wetgeving respecteren. De centra volgen dat in samenwerking met de politie op. De bewonerslijsten worden systematisch aan de politie doorgegeven, die controleert of ze strafbare feiten gepleegd hebben.

De preventieve patrouilles in Weelde waren een afspraak tussen de lokale politie en het opvangcentrum voordat de eerste asielzoeker in het centrum arriveerde. De patrouilles zullen worden voortgezet. In Weelde was er inderdaad één strafbaar feit, waarbij drie asielzoekers betrokken waren.

03.03 Sarah Smeyers (N-VA): Preventieve patrouilles zijn zinvol. Het draagvlak voor de oprichting van nieuwe asielcentra is niet groot, dus moeten we zeker vermijden dat de bevolking nog negatiever gaat kijken naar het asielbeleid. Ik hoop dat dit in de toekomst in de omgeving van alle centra georganiseerd zal worden.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de veroordeling van het OCMW in Brussel" (nr. 3604)

04.01 Sarah Smeyers (N-VA): Enige tijd geleden werd het OCMW van Brussel veroordeeld tot het betalen van 6.000 euro aan een asielzoeker omdat hij geen opvangplaats had gekregen. Asielzoekers die tijdens de afgelopen opvangcrisis geen opvangplaats vonden, wendden zich massaal tot het Brusselse OCMW om opvang te eisen.

Worden ook rechtszaken aangespannen door asielzoekers tegen OCMW's in andere grootsteden? Om welke bedragen gaat het dan? Moet het OCMW van Brussel deze dwangsommen betalen met de bestaande middelen of wordt hiervoor een extra budget vrijgemaakt?

04.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Als een asielzoeker bij zijn aanvraag geen verblijfplaats kan opgeven, wordt hij administratief ingeschreven op het adres van de Dienst Vreemdelingenzaken of van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, beide gevestigd in Brussel. Daarvoor was het OCMW van Brussel bevoegd. Ik heb geen weet van soortgelijke procedures elders, waarbij de Belgische Staat is betrokken. Door een wetswijziging wordt de administratieve inschrijving niet meer in aanmerking genomen om te bepalen welk OCMW bevoegd is. Het OCMW oordeelt dus zelf over hoe de dwangsommen worden betaald.

04.03 Sarah Smeyers (N-VA): Sinds die wetswijziging kan het OCMW van Brussel dus niet meer worden veroordeeld?

04.04 Medewerker van de staatssecretaris (Nederlands): Dat is nog steeds mogelijk. De inschrijving op zich is niet meer bepalend voor de bevoegdheid. Als iemand met dat adres toch aankomt in Brussel, kan Brussel nog altijd weigeren en dan kan de asielzoeker nog altijd in beroep gaan. Dit kan nu in 589 OCMW's, daar waar dit vroeger enkel in Brussel kon.

Het incident is gesloten.

De vergadering wordt gesloten om 12.44 uur.